

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2012, met uitzondering van de artikelen 1, 3 en 9, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2011.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 3 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 357-1. Commissieamendementen, nr. 357-2. — Verslag nr. 357-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 2 mei 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1727

[C — 2012/29256]

8 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel du 9 novembre 2011 relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 97;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel de rendre obligatoire la décision du 9 novembre 2011;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La décision de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel du 9 novembre 2011 relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales, ci-annexée, est rendue obligatoire.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 9 novembre 2011.

Art. 3. Le Ministre ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mars 2012.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

—
Annexe

Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel :
procédure électorale pour la mise en place
ou le renouvellement des instances de concertation locales

Préambule

1. L'emploi dans la présente décision des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

2. La procédure électorale décrite ci-dessous vise exclusivement à déterminer la représentativité des délégations syndicales au sein des I.C.L.

Elle ne concerne pas la désignation des représentants des membres du personnel au sein des sections fondamentales des C.E. et C.P.P.T.

3. a) Les élections pour le renouvellement des représentants du personnel au sein des I.C.L. ou pour la désignation des représentants du personnel là où il n'y a pas d'I.C.L. auront lieu pendant la période prévue pour les élections sociales 2012 entre le 7 et le 20 mai 2012.

b) Les I.C.L. à mettre en place ne doivent faire l'objet d'une élection que si une organisation syndicale en fait la demande par écrit auprès du P.O. avant le 13 février 2012.

CHAPITRE 1^{er}. — *Procédure électorale avec calendrier commun*

Première étape

Organisation du calendrier

Article 1^{er}. Les organisations syndicales sont tenues de déposer leur liste de candidats au plus tard le 14 mars 2012 par envoi recommandé ou par remise de la main à la main avec accusé de réception auprès du Président du P.O. ou de son délégué.

La lettre recommandée produit ses effets le 3^e jour ouvrable qui suit son envoi.

2. Au plus tard pour le 14 mars 2012, le PO fixe en concertation avec l'Instance de concertation locale en place ou à défaut, avec la délégation syndicale qui demande la mise en place d'une I.C.L. :

a) la date des élections qui doit obligatoirement se situer entre le 7 et le 20 mai inclus ainsi que le calendrier de la procédure;

b) la liste des électeurs par bureau de vote et par ordre alphabétique. Elle doit mentionner le nom, prénom, date de naissance et sexe des électeurs ainsi que leur(s) lieu(x) de travail;

c) le nombre de mandats à pourvoir est déterminé par les dispositions de l'article 8 § 1^{er}, 2 et 3 de la décision de la Commission Paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel du 31 mai 1999 relative à la création d'une I.C.L. entre PO et délégations syndicales rendue obligatoire par l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 1999, en ce compris les membres du personnel visés à l'article 3 § 19 du décret du 1^{er} février 1993 ainsi que par les dispositions du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française.

d) le nombre de bureaux de vote, leurs lieu et heures d'ouverture. Dans le cas où plusieurs bureaux de vote sont prévus, il sera procédé à la désignation d'un bureau principal chargé du dépouillement; en principe, un bureau de vote sera établi par établissements distants de plus de 300 m, sauf accord contraire des parties;

e) la composition des bureaux de vote (un Président, un Secrétaire et au minimum un assesseur). Les candidats ne peuvent en être membres sauf si le nombre de membres du personnel ne permet pas de faire autrement.

f) les lieux prévus pour l'affichage;

Les élections ont lieu aux jour, heure et lieu habituels d'activités scolaires.

3. Pour le 19 mars 2012 au plus tard, le PO procède à l'affichage des décisions qu'il a prises suite à la concertation visée au point 2 ainsi qu'à l'affichage des listes de candidats.

4. Jusqu'au 21 mars 2012, toutes les parties concernées peuvent formuler toute réclamation qu'elles jugeront utiles, soit au sujet des décisions prises par le PO telles qu'affichées conformément au point 3, soit au sujet de la procédure électorale, soit au sujet des listes de candidats.

Ces réclamations sont introduites comme suit :

— les membres du personnel soumis au décret du 1^{er} février 1993 et les organisations syndicales doivent introduire leurs réclamations au sujet des décisions prises par le PO telles qu'affichées conformément au point 3, au sujet de la procédure électorale ou des listes de candidats auprès de l'I.C.L. ou, à défaut, auprès du Président du P.O. ou de son délégué pour le 21 mars au plus tard.

En cas de réclamation d'un ou de plusieurs membres du personnel auprès du Président du P.O. ou de son délégué, celui-ci transmet la réclamation aux organisations syndicales concernées le 1^{er} jour ouvrable qui suit la réception de la réclamation.

— le P.O. doit introduire ses réclamations au sujet des listes de candidats auprès de l'I.C.L. ou, à défaut, auprès des organisations syndicales concernées pour le 21 mars au plus tard.

Le cas échéant, les délégués du personnel siégeant à l'I.C.L. transmettent la réclamation du P.O. à leur organisation syndicale.

5. Jusqu'au 23 mars 2012, les réclamations pourront être réglées de façon interne soit au sein de l'I.C.L., soit en concertation entre le PO et les organisations syndicales concernées.

En cas de litige persistant, celui-ci sera soumis au bureau de conciliation de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel qui se réunira le 10 avril 2012.

Le litige sera transmis au Président de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel au plus tard le 6 avril à l'adresse suivante :

M. Benoît MPEYE BULA BULA, 2E 251
Pour M. Michel PREUD'HOMME,
Président de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel
Boulevard Léopold II 44,
1080 Bruxelles
(Tél. 02-413 21 58 - fax 02-413 40 48 - e-mail : benoit.mpeyebulabula@cfwb.be)

CHAPITRE 2. — *Procédure avec calendrier spécifique en fonction de la date fixée par le Pouvoir Organisateur pour l'élection de l'I.C.L.*

Deuxième étape

Art. 2. 1. La date des élections, fixée en respect de l'article 1^{er}, § 2a, doit nécessairement se situer entre le 7 et le 20 mai inclus.

2. Dans le cas où une étape de la procédure se termine un samedi, un dimanche ou un jour de fermeture de l'établissement, il y a lieu de prendre en compte le dernier jour ouvrable qui précède immédiatement ce jour.

Affichage des informations

Art. 3. Jusqu'au 12^e jour précédant les élections, les organisations syndicales qui ont présenté une liste pourront, après en avoir informé le PO, remplacer un candidat qui figure sur les listes affichées, dans les cas suivants :

- le décès d'un candidat;
- la démission d'un candidat de son emploi;
- la démission ou l'exclusion d'un candidat de l'organisation représentative des membres du personnel qui l'a présenté;
- le retrait par un candidat de sa candidature.

Le nouveau candidat figurera sur la liste, au choix de l'organisation qui a présenté sa candidature, soit à la même place que le candidat qu'il remplace, soit comme dernier candidat à la fin de la liste.

Ces modifications seront affichées par le PO, dès que le remplacement lui aura été signifié, aux lieux prévus.

Le 11^e jour avant la date fixée pour les élections, le PO procède à l'affichage des listes définitives d'électeurs et de candidats.

Il procède également au toilettage des listes d'électeurs rayant les personnes qui ne sont plus membres du personnel à cette date.

Dispense d'organiser les élections

Art. 4. La procédure électorale est arrêtée 12 jours avant la date fixée pour l'élection lorsqu'une seule organisation syndicale est représentée et présente un nombre de candidats égal ou inférieur au nombre de mandats maximum par liste à attribuer.

Dans ce cas, ces candidats sont élus d'office.

Le bureau électoral doit néanmoins se réunir pour établir un procès-verbal où il indiquera qu'il n'y a pas eu de vote pour le motif énoncé ci-dessus.

La décision d'arrêter la procédure et la composition de l'I.C.L. sont communiquées aux membres du personnel par voie d'affichage.

Convocations

Art. 5. 1. Au plus tard 10 jours avant la date fixée pour l'élection, le PO informe les électeurs que les convocations seront mises à leur disposition au bureau de la direction et, ce, jusqu'au jour fixé pour l'élection. Chaque électeur en accusera réception au moment où il recevra sa convocation. Cette convocation reprend la date, l'heure et le lieu du bureau de vote choisi pour les élections.

2. Au plus tard 10 jours avant la date fixée pour l'élection, le PO notifie une convocation à tous les membres du personnel temporairement éloignés du service et dont la durée d'éloignement couvre au minimum la période du 9 avril jusqu'à la date fixée pour les élections.

Cette notification se fait soit par lettre recommandée, soit par remise de la main à la main contre accusé de réception en y joignant la liste des candidats.

Qualité d'électeur

Art. 6. En conformité avec la décision du 31 mai 1999 de la CP de l'enseignement fondamental libre non confessionnel relative à la création d'une I.C.L. entre PO et délégations syndicales, a la qualité d'électeur tout membre du personnel en activité de service (ou en maladie ou en congé assimilé à une activité de service) au sein du Pouvoir Organisateur et quel que soit l'horaire dont il dispose pour autant qu'il dispose d'une ancienneté de service au sein du P.O. d'au moins 15 semaines au moment des élections.

Cette disposition modifie l'article 10, 2^eme tiret de la décision du 31 mai 1999 précitée.

Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi conserve la qualité d'électeur tant qu'il n'est pas entièrement réaffecté dans un établissement relevant d'un autre Pouvoir Organisateur.

En outre, ont également la qualité d'électeurs les membres du personnel non statutaires visés à l'article 3, § 19, du décret du 1^{er} février 1993 ainsi que les puériculteurs engagés à titre définitif conformément aux dispositions du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française.

Conditions d'éligibilité

Art. 7. Sont éligibles les membres du personnel qui, à la date des élections, sont engagés à titre définitif à concurrence d'un 1/4 temps au moins par le Pouvoir Organisateur concerné et sont soumis aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, en activité de service ou en congé de maladie ou en congé assimilé à de l'activité de service ainsi qu'aux dispositions du décret du 2 juin 2006 précité pour ce qui concerne les puériculteurs engagés à titre définitif.

Sont également éligibles les membres du personnel non statutaires visés à l'article 3, § 19, du décret du 1^{er} février 1993 qui sont engagés dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée à concurrence d'un 1/4 temps au moins par le PO concerné.

Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi reste éligible tant qu'il n'est pas entièrement réaffecté dans un établissement relevant d'un autre Pouvoir Organisateur.

Nul ne peut être membre de plus d'une I.C.L.

Bulletins de vote

Art. 8. Les bulletins de vote, établis par le Pouvoir Organisateur, reprennent les listes déposées par les organisations syndicales sous les titres suivants : A.P.P.E.L., C.S.C.-Enseignement, S.E.L./SETCa, CGSP-Enseignement.

Le vote

Art. 9. 1. Le vote n'est pas obligatoire. Toutefois, le P.O. encourage les membres du personnel à y participer de manière à assurer au mieux leur représentativité.

2. Le vote est à bulletin secret. L'électeur vote de manière nominative sur une même liste ou en tête de liste.

3. En cas de vote nominatif, le nombre maximum de votes émis ne peut dépasser le nombre de mandats à pourvoir.

4. En cas de vote en tête de liste assorti d'un vote nominatif sur une même liste, seul le vote nominatif sera pris en considération.

5. Est réputé nul, tout vote exprimé sur différentes listes ou tout bulletin qui ne respecterait pas les prescriptions décrites supra (points 2 et 3) ou tout vote qui porterait atteinte au secret du scrutin.

6. Le vote par procuration n'est autorisé qu'en cas de maladie ou incapacité de travail et sur production d'un certificat médical ou en cas de travail dans un autre établissement scolaire dépendant d'un autre P.O. ou auprès d'un autre employeur le jour des élections.

Un membre du personnel ne peut être porteur que d'une seule procuration.

La procuration datée et signée par le mandant et portant nom, prénom et date de naissance de la personne mandatée sera remise au Président du bureau électoral, lequel s'assurera de la conformité du document et signalera le fait au procès-verbal des élections.

La procuration y sera annexée.

7. Un témoin par organisation syndicale pourra être présent dans le bureau de vote pour autant qu'il détienne un document probant de l'organisation syndicale.

Le dépouillement

Art. 10. 1. Lorsque plusieurs bureaux de vote ont été constitués, les urnes contenant les bulletins de vote sont amenées sous scellés au bureau de vote désigné pour le dépouillement. Les témoins peuvent assister au transfert des urnes.

2. Le bureau de dépouillement dont le Président est le Président du Pouvoir Organisateur ou un membre délégué du Pouvoir Organisateur, est composé paritairement de représentants du Pouvoir Organisateur et de membres du personnel non candidats (temporaires ou définitifs).

Il comporte au moins 2 membres du P.O., dont 1 assume la présidence, et 2 membres non candidats du personnel, dont l'un assume le secrétariat.

Un membre candidat peut toutefois siéger dans le bureau électoral si le nombre de membres du personnel ne permet pas de faire autrement.

Les témoins peuvent assister au dépouillement.

Dévolution des sièges

Art. 11. L'attribution des sièges entre organisations syndicales et la désignation des candidats élus à l'intérieur de chaque liste s'opère de la manière suivante :

1. Attribution de sièges entre organisations syndicales.

1.1. Un siège est attribué par liste.

1.2. La dévolution des sièges supplémentaires éventuels s'établit comme suit :

a) le nombre de voix obtenu par chaque organisation est divisé successivement par 2, 3, 4. On obtient ainsi des quotients électoraux qui déterminent l'attribution des sièges supplémentaires;

b) en cas d'égalité du quotient électoral en a), c'est la liste qui a obtenu le plus de voix qui bénéficie du mandat supplémentaire.

2. Désignation des candidats à l'intérieur de chaque liste.

2.1. Lorsque le nombre de candidats d'une liste est égal ou inférieur à celui de sièges revenant à cette liste, ces candidats sont tous élus.

2.2. Lorsque ce nombre est supérieur, les sièges sont confiés aux candidats qui atteignent le chiffre spécial d'éligibilité dans l'ordre de leur présentation. S'il reste des mandats à conférer, ils le sont aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité, l'ordre de présentation prévaut.

2.3. Préalablement à la désignation des élus, le bureau principal procède à l'attribution individuelle aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation.

2.4. Le nombre de ces votes de liste est établi en multipliant le nombre de bulletins marqués tête de liste par le nombre de sièges obtenus par cette liste. L'attribution des votes de tête de liste se fait d'après un mode dévolutif : les votes de tête de liste sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le chiffre d'éligibilité spécial à la liste. L'excédent, s'il y en a, est attribué dans une mesure semblable au deuxième candidat et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les votes de listes aient été attribués.

2.5. Le chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste s'obtient en divisant par le nombre plus un de sièges attribués à la liste l'ensemble des suffrages utiles. Lorsqu'il comprend une décimale, il est arrondi au chiffre inférieur pour une décimale de un à quatre, au chiffre supérieur pour une décimale de 5 à neuf.

2.6. L'ensemble des suffrages utiles est établi en multipliant le nombre de bulletins contenant un vote valable en tête de liste additionné du nombre de bulletins contenant des suffrages en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste par le nombre de sièges obtenus par la liste.

Le procès-verbal

Art. 12. A l'issue du dépouillement, le bureau de dépouillement établit un procès-verbal mentionnant le nombre de votes valables, les voix obtenues par chacun des candidats, les voix exprimées en tête de liste ainsi que la représentativité des organisations syndicales. Les témoins pourront faire des remarques éventuelles sur le procès-verbal.

Le procès-verbal de dépouillement est signé et certifié par le représentant du Pouvoir Organisateur et par les membres du personnel qui ont procédé au dépouillement et, ce, sur l'honneur ainsi que par les témoins éventuels visés à l'article 10 de la présente décision.

Le Pouvoir Organisateur en adresse copie par envoi recommandé aux organisations syndicales, ayant déposé une liste dans les 5 jours ouvrables qui suivent la date des élections.

A sa demande, le Président de la Commission paritaire peut également en obtenir copie.

J	▷	jour des élections : vote + dépouillement + procès-verbal (Article 9, 10, 11, 12, 13, 14)
J + 5 (au plus tard)	▷	copie du procès-verbal de dépouillement adressée aux organisations syndicales (Article 12)
J + 15	▷	délai pendant lequel un recours peut être introduit en cas de contestation relative à la procédure électorale (Article 14)
1 ^{er} juillet 2012	▷	les mandats des nouveaux élus prennent leurs effets (Article 16)

Instances de Concertation Locales - I.C.L. - Elections mai 2012

EN PRATIQUE

Calendrier commun

- 14 mars 2012	▷	date limite de dépôt des candidatures + décision suite à la concertation
- 19 mars	▷	affichage provisoire
- 21 mars	▷	date limite d'introduction des réclamations
- 23 mars	▷	date limite de règlement interne des réclamations
- 10 avril	▷	bureau de conciliation
- 1 ^{er} juillet 2012	▷	mise en place de la nouvelle I.C.L.

Calendrier spécifique (en fonction de la date choisie pour les élections)

J-12 Dernières modifications des listes de candidats+ Arrêt éventuel de la procédure	J-11 Affichage des listes définitives	J - 10 Convocations mises à disposition	Date de l'élection Entre le 7 et le 20 mai fixée en concertation	J + 5 Copie du PV adressé aux syndicats	J + 15 Délai pour introduire un recours
/	/	/	20 mai (dimanche)	/	/
/	/	/	19 mai (samedi)	/	/
/	/	/	18 mai	/	/
/	/	/	17 mai (ascension)	/	/
4 mai	5 mai	6 mai	16 mai	21 mai	31 mai
3 mai	4 mai	5 mai	15 mai	20 mai	30 mai
2 mai	3 mai	4 mai	14 mai	19 mai	29 mai
/	/	/	13 mai (dimanche)	/	/
/	/	/	12 mai (samedi)	/	/
29 avril	30 avril	1 mai	11 mai	16 mai	26 mai
28 avril	29 avril	30 avril	10 mai	15 mai	25 mai
27 avril	28 avril	29 avril	9 mai	14 mai	24 mai
26 avril	27 avril	28 avril	8 mai	13 mai	23 mai
25 avril	26 avril	27 avril	7 mai	12 mai	22 mai

Toutefois, on se reportera au dernier jour ouvrable précédent cette date, si celle-ci ne coïncide pas avec un jour ouvrable.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2012 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel du 9 novembre 2011 relative à la procédure électorale pour la mise en place ou le renouvellement des instances de concertation locales.

La Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1727

[C - 2012/29256]

8 MAART 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Paritaire commissie van het niet-confessioneel vrij basisonderwijs van 9 november 2011 betreffende de verkiezingsprocedure voor het instellen of vernieuwen van de plaatselijke overleginstaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op artikel 97;

Gelet op de aanvraag van de Paritaire commissie van het basisonderwijs en het confessioneel vrij gespecialiseerd onderwijs om de beslissing van 9 november 2011 verbindend te zien verklaren;

Gelet op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van de Paritaire commissie van het niet-confessioneel vrij basisonderwijs van 9 november 2011 betreffende de verkiezingsprocedure voor het instellen of vernieuwen van de plaatselijke overleginstanties, hierbij gevoegd, wordt verbindend verklaard.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 9 november 2011.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 maart 2012.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1728

[2012/202922]

19 AVRIL 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant, dans le cadre de l'Accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, la demande d'agrément du Centre de Compétence FOREm Formation Secteurs verts pour le métier de grimpeur-élagueur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 22 octobre 2003 portant approbation de l'accord de coopération du 24 juillet 2003;

Vu le dossier de demande d'agrément du Centre de Compétence FOREm Formation Secteurs verts pour le métier de grimpeur-élagueur;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2012;

Vu l'avis favorable du Comité directeur en date du 22 juin 2011;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative et d'agrément des centres de validation en date du 29 juin 2011;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La demande d'agrément pour le métier de grimpeur-élagueur est accordée au Centre de Compétence FOREm Formation Secteurs Verts, rue de la Station, 47 à 7800 Ath.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 avril 2012.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1728

[2012/202922]

19 APRIL 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot inwilliging, in het kader van het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, van de aanvraag van het "Centre de Compétence FOREm Formation Secteurs verts" om erkenning van het beroep snoeier-klimmer

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het dossier betreffende de aanvraag van het "Centre de Compétence FOREm Formation Secteurs verts" om erkenning van het beroep snoeier-klimmer;